

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE



**SERVICES D'ASSURANCE POUR LES TRAVAUX DE
DEMANTELEMENT PREALABLES A LA REHABILITATION DE
L'ANCIENNE CHAUFFERIE DE LA DOUA**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
commun aux lots**

(C.C.A.P.)

SOMMAIRE

Article 1 :	Objet de la consultation – Dispositions générales.....	4
1.1.	<i>Objet du marché.....</i>	<i>4</i>
1.2.	<i>Forme du marché</i>	<i>4</i>
1.3.	<i>Terminologie.....</i>	<i>4</i>
1.4.	<i>Durée du marché</i>	<i>4</i>
1.5.	<i>Eléments d’appréciation.....</i>	<i>5</i>
Article 2 :	Descriptif de l’opération	5
Article 3 :	Pièces constitutives du marché	8
Article 4 :	Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	8
Article 5 :	Confidentialité	9
Article 6 :	Conditions d’exécution des prestations.....	9
6.1.	<i>Conduite des prestations par des personnes nommément désignées</i>	<i>9</i>
6.2.	<i>Prestations complémentaires et modification du marché</i>	<i>10</i>
6.3.	<i>Clause de réexamen.....</i>	<i>10</i>
Article 7 :	Constatation de l’exécution des prestations.....	10
7.1.	<i>Opérations de vérification</i>	<i>10</i>
7.2.	<i>Décisions après vérification.....</i>	<i>10</i>
Article 8 :	Prix du marché	11
8.1.	<i>Contenu de la prime</i>	<i>11</i>
8.2.	<i>Prime : assurance Responsabilité Civile du Maître d’Ouvrage (RCMO)</i>	<i>11</i>
9.2.1	<i>Composition de la prime</i>	<i>11</i>
9.2.2	<i>Prime due à la notification du marché</i>	<i>11</i>
9.2.3	<i>Paiement des primes annuelles et régularisations</i>	<i>12</i>
9.2.4	<i>Variations de l’assiette et avenants</i>	<i>12</i>
9.2.5	<i>Révision de prix indexée.....</i>	<i>12</i>
9.2.6	<i>Renonciation à la règle proportionnelle.....</i>	<i>12</i>
8.3.	<i>Montant, assiette et modalités de paiement de la prime Dommages -Ouvrages (DO)</i>	<i>12</i>
Article 9 :	Avance.....	13
Article 10 :	Modalités de règlement des comptes.....	13
10.1.	<i>Echéancier</i>	<i>13</i>
10.2.	<i>Demande de paiement</i>	<i>13</i>
9.2.1.	<i>Contenu de la demande de paiement.....</i>	<i>13</i>
9.2.2.	<i>Remise de la demande de paiement.....</i>	<i>14</i>
10.3.	<i>Mode de règlement</i>	<i>14</i>
10.4.	<i>Répartition des paiements.....</i>	<i>14</i>

9.4.1 Cotraitance	14
9.4.2 Sous-traitance.....	15
Article 11 : Pénalités	15
Article 12 : Lutte contre le travail dissimulé	15
Article 13 : Assurances	16
Article 14 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	16
Article 15 : Protection de l'environnement	16
Article 16 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger	16
Article 17 : Résiliation du marché	16
17.1. Résiliation à l'initiative du titulaire (assureur) :	17
17.2. Résiliation à l'initiative du pouvoir adjudicateur (assuré) :	17
Article 18 : Règlement des différends	17
Article 19 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services	17

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ont pour objet de définir les conditions administratives d'exécution du marché de services assurances relatives à l'opération de démantèlement préalable à la réhabilitation de l'ancienne chaufferie.

Le marché est décomposé en deux lots :

Lots	Désignation
Lot n°1	Assurance Responsabilité Civile Maître d'ouvrage (RCMO)
Lot n°2	Assurance Dommages -Ouvrages (DO)

1.2. Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un marché passé selon une procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

Le présent marché, qualifié de marché de services, est soumis aux dispositions du Code de la commande publique ainsi qu'à celles du Code des assurances, dans la mesure où il porte sur la souscription de polices d'assurance.

Il est régi par le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

1.3. Terminologie

Dans le cadre du présent marché, il est précisé que :

- Le pouvoir adjudicateur, le souscripteur et l'assuré désignent la ComUE Lyon Saint-Étienne, maître d'ouvrage de l'opération.
- Le titulaire du lot correspond, pour chaque lot, à l'assureur ayant été retenu à l'issue de la procédure de mise en concurrence.

1.4. Durée du marché

La durée du marché court à compter de sa notification et se prolonge jusqu'à l'extinction des garanties afférentes à chacun des lots, telles que définies dans les CCTP correspondants.

Planning prévisionnel de l'opération

- Estimation de la durée des travaux : 13 mois + 3 mois de préparation
- Date de démarrage des travaux : 01/02/2026
- Réception des travaux : 01/05/2027
- GPA : 01/05/2027 au 01/05/2028

Les garanties s'exercent de la façon suivante :

LOT 1 : Assurance Responsabilité Civile Maître d'ouvrage (RCMO) :

- débute à la prise d'effet du contrat, qui intervient à la notification du marché ;
- s'achève à la date de réception des travaux.

En cas de réceptions partielles, la garantie prend fin pour les ouvrages concernés à la date de chaque réception partielle.

Conformément à l'article L.124-5 du Code des assurances, les sinistres déclarés pendant la période de validité du contrat restent garantis pendant le délai subséquent, dans les conditions définies au CCTP RCMO.

Toute modification contractuelle ultérieure (avenant) suit les mêmes règles de prise d'effet.

LOT 2 : Assurance dommages-ouvrages (DO) :

La garantie dommages-ouvrages, souscrite en application de l'article L.242-1 du Code des assurances, couvre les dommages de nature décennale pendant une durée de dix (10) ans à compter de la réception des ouvrages.

Conformément aux dispositions de l'article 1792-6 du Code civil, la période de garantie commence, au plus tôt, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Elle prend fin à l'issue de la période décennale mentionnée ci-dessus.

Toutefois, la garantie peut être mobilisée avant réception ou avant l'expiration du délai de parfait achèvement dans les cas suivants :

- **Avant réception** : lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution de ses obligations.
- **Après réception et avant expiration du délai de parfait achèvement** : pour des dommages ayant fait l'objet de réserves lors de la réception, ou lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé au marché, ou à défaut, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après mise en demeure restée infructueuse.

1.5. Eléments d'appréciation

L'Assureur déclare avoir reçu l'ensemble des informations nécessaires à l'appréciation du risque, telles qu'elles résultent des pièces du marché et de leurs annexes, et reconnaît qu'elles lui permettent d'établir son offre en parfaite connaissance de cause.

Il reconnaît également avoir vérifié, lors de la remise de son offre, la cohérence et la suffisance des documents fournis par le maître d'ouvrage et les considère comme valides pour l'établissement du contrat.

En conséquence, l'Assureur renonce, en cas de sinistre, à invoquer une erreur, omission ou inexactitude dans la nature, l'étendue ou la désignation des risques, dès lors que ces éléments résultent des pièces du dossier de consultation mises à sa disposition.

Article 2 : Descriptif de l'opération

Une description du détaillé de l'opération est annexé au présent document. La ComUE Lyon Saint-Etienne est maître d'ouvrage de l'opération portant sur le démantèlement, la dépollution, la réparation des ouvrages structuraux des bâtiments de l'ancienne chaufferie de la Doua en vue de leur réutilisation. L'opération de ce présent marché porte uniquement sur l'opération de démantèlement.

MONTAGE JURIDIQUE : Maîtrise d'ouvrage publique

MODE DE REALISATION : Allotissement 4 lots

- Lot 1 :
 - Dépollution des bâtiments et des installations (amiante/plomb)
 - Curage des éléments de second œuvre
 - Démantèlement d'équipements et installations désaffectées
 - Gestion des déchets - Valorisation des métaux
- Lot 2 : Réparations et reprises sur ossatures en génie civil des bâtiments conservés
- Lot 3 :
 - Travaux de menuiseries et bardages pour mise en sécurité des bâtiments conservés
 - Travaux de charpente et d'étanchéité de toiture.
- Lot 4 :
 - Viabilisation des réseaux du site

Traitement des zones de pollution concentrées dans les sols dans le cadre de la cessation d'activité industrielle du site

2.1. Intervenants :

Maître d'ouvrage

COMUE Université de Lyon
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 LYON Cedex 07

La conduite d'opération est assurée par le Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus de la COMUE « Université de Lyon ».

Équipe de Maîtrise d'œuvre

BET Désamiantage déconstruction et dépollution des sols

INGEOS

Parc du Chêne
34, rue du 35ème Régiment d'Aviation
Lot 17
69 500 BRON
Thématique Désamiantage et déconstruction
Mme. Louise MIGNOT
E-mail : l.mignot@ingeos.fr
Téléphone : 06 78 33 17 13
Thématique Sites et Sols Pollués
M. Arnaud LEMAITRE
E-mail : a.lemaitre@ingeos.fr
Téléphone : 07 70 26 48 70

OPC

AGILE Bâtiment

87 Bld Emile Zola

69 600 OULLINS
Mr Gilles Diaz
E-mail : g.diaz@agile-batiment.fr
Téléphone : 06 59 37 64 15

**BET Structure Génie Civil
IECGC**

« Le Dalpierre »
194 bis rue Garibaldi
69428 LYON Cedex 03
Mr Benjamin BRETTE
Email : bbrette@iecgc.fr
Téléphone : 06 78 73 99 66

Mission de base :

- Etudes d'avant-projet (AVP) / Dossier(s) relatif(s) au(x) autorisation(s) administrative(s)
- Etudes de projet (PRO) / Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)
- Mission de Synthèse (SYN)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Missions complémentaires :

- Diagnostic PEMD complémentaire au diagnostic déchets déjà réalisé (en annexe)
- Coordination projet réutilisation
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des différents intervenants (OPC)

Contrôle technique

Risk Control.

Adresse : TOUR LES POISSONS ETAGE 40 20 TER RUE DE BEZONS 92400 COURBEVOIE.

Tel : 01.83.75.00.00. Fax : 09.81.40.51.84

La mission confiée comprend les éléments suivants :

- Mission de base : L+S
- Missions complémentaires : LE, VIE, ENV, PS, F, HYSa, PV, PHa, Av :
 - LE relative à la solidité des existants
 - VIE relative à la vérification initiale des installations électriques
 - ENV relative à l'environnement
 - PS relative à la prévention des aléas liés aux séismes
 - F relative au fonctionnement des installations
 - HYSa relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
 - PV relative au recollement des PV d'essais d'installations

Av relative à la stabilité des avoisinants (en particulier le tramway)

Coordination SPS

BUREAU VERITAS

Le Racing Park 4 chemin du
Tronchon 69410 CHAMPAGNE
AU MONT D'OR

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, définie par le décret n° 94.1159 du 29 décembre 1994, fait l'objet d'un contrat spécifique. Elle est classée en catégorie 1.

COÛT PREVISIONNEL :

Coût travaux (juin 2025) :

Lot 1 : 925k€ HT
Lot 2 : 755kM€ HT
Lot 3 : 670k€ HT
Lot 4 : 260k€ HT

Tranches optionnelles :

Lot 1 : 300k€ HT
Lot 2 : 200k€ HT
Lot 3 : 300k€ HT
Lot 4: 150k€ HT

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Les éventuels avenants
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à l'ensemble lots et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots ;
- Les conditions générales de garanties
- Le code de la commande publique
- Le code des assurances
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1^{er} avril 2021,
- La note méthodologique du titulaire, pour chacun des lots.
- Toutes les questions posées et les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur, ainsi que les demandes de précisions et les mises au point, font partie intégrante du marché et s'imposent au titulaire.

Les originaux des pièces du marché conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

Article 4 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.

- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties s'engagent à se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD), ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles. Elles s'engagent également à respecter les dispositions de l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

En application du RGPD, le titulaire revêt la qualité de responsable des traitements qu'il met en œuvre et dont il détermine les moyens et les finalités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Article 5 : Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 6 : Conditions d'exécution des prestations

6.1. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées

- Conduite des prestations

Pour l'exécution du marché, l'assureur doit affecter à l'exécution des prestations une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'assuré et dont le profil type aura été indiqué dans le cadre de son offre. Parmi elles, il devra nommer un référent.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'assureur en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'assuré dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

- Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution du marché

Dans les conditions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.- F.C.S., en cas d'empêchement des personnes affectées à l'exécution du marché, l'assureur s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à les remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par des agents justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

6.2. Prestations complémentaires et modification du marché

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec l'assureur du présent marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché

6.3. Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, quel qu'en soit le montant, dans les cas suivants :

- Modification de la clause de variation de prix, en cas de disparition, de modification ou de remplacement de l'indice ou de l'index prévu à la clause initiale, sous réserve que le nouvel indice retenu soit équivalent et que cette substitution n'entraîne pas un bouleversement de l'économie du marché ;
- Cession du contrat d'assurance au profit d'un nouvel assureur, notamment en cas de fusion, d'absorption, de transfert de portefeuille ou de substitution, à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du marché et que le nouvel opérateur remplisse les conditions de participation et de sélection initialement exigées ;
- Ajustement du montant de la prime, en cas de variation du coût définitif des travaux ou d'aggravation du risque, conformément aux dispositions prévues aux CCTP du présent marché.

Article 7 : Constatation de l'exécution des prestations

7.1. Opérations de vérification

Conformément à l'article 27 du C.C.A.G.-F.C.S., les vérifications quantitatives et qualitatives des prestations sont effectuées par un représentant dûment habilité de la ComUE Lyon Saint-Étienne.

À la demande du maître d'ouvrage ou de son représentant, et chaque fois que cela sera jugé nécessaire, le titulaire devra produire, pour chaque lot concerné :

- une attestation d'assurance à jour,
- ainsi qu'un relevé complet de sinistralité afférent à la police souscrite.

7.2. Décisions après vérification

À l'issue des vérifications, la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prise par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues aux dispositions des articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 8 : Prix du marché

8.1. Contenu de la prime

La prime du présent marché correspond au coût de l'assurance pour les prestations Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage et Dommages Ouvrages (y compris garanties obligatoires et complémentaires), telle que définie dans les CCTP de chaque lot.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix (montant des primes) sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, taxes ou autres contributions obligatoires grevant les prestations, ainsi que l'ensemble des dépenses nécessaires à leur exécution, incluant notamment :

- les frais de gestion et d'administration du contrat ;
- les marges pour risques et pour bénéfices ;
- le cas échéant, les frais de coordination et de contrôle liés à la sous-traitance ou à la cotraitance.

Le titulaire déclare avoir établi son offre en pleine connaissance de cause, en tenant compte des risques liés à l'opération, à sa durée, à sa localisation, à la nature et aux caractéristiques des ouvrages, ainsi qu'aux missions confiées.

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs éventuelles défaillances.

8.2. Prime : assurance Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage (RCMO)

La prime RCMO est déterminé conformément aux dispositions du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP RCMO) et l'acte d'engagement.

9.2.1 Composition de la prime

La prime RCMO comprend :

- **une prime minimale annuelle irréductible**, définitivement acquise à l'assureur, dont le montant est fixé à l'acte d'engagement ;
- **une prime provisionnelle annuelle**, calculée en appliquant le taux prévu à l'acte d'engagement à l'assiette provisionnelle constituée du montant HT estimatif des travaux et honoraires relatifs à l'opération.
Cette prime est révisée à la hausse ou à la baisse en fonction de l'assiette définitive, conformément à l'article 9 du CCTP RCMO.

9.2.2 Prime due à la notification du marché

À la notification du marché, le pouvoir adjudicateur règle :

- la prime minimale annuelle irréductible,

- ainsi que la prime provisionnelle de la première année, calculée en appliquant le taux au 80 % de l'assiette prévisionnelle déclarée dans les pièces du marché.

9.2.3 Paiement des primes annuelles et régularisations

Chaque année d'assurance, une prime provisionnelle est réglée dans les conditions définies par le CCTP RCMO. Cette prime provisionnelle fait l'objet :

- d'une régularisation annuelle, en plus ou en moins, en fonction de l'assiette réelle, correspondant au montant HT des travaux et honoraires effectivement réglés au cours de l'année considérée ;
- d'une régularisation finale, réalisée à l'issue de l'opération, sur la base du montant définitif des travaux et honoraires tels qu'ils ressortent du décompte général définitif ou document équivalent.

Aucun complément de prime n'est exigible avant transmission de l'arrêté définitif des comptes, dans les conditions prévues au CCTP.

Tout trop-perçu, à l'exception de la prime minimale annuelle irréductible, est remboursé au pouvoir adjudicateur.

9.2.4 Variations de l'assiette et avenants

En cas de modification substantielle du programme de travaux entraînant :

- une variation significative de l'assiette prévisionnelle, ou
- une aggravation du risque au sens du Code des assurances,

la prime pourra faire l'objet d'un avenant pour ajuster l'assiette prévisionnelle et la prime correspondante.

Les régularisations annuelles et finale prévues au présent article ne constituent pas des modifications contractuelles nécessitant un avenant.

9.2.5 Révision de prix indexée

La prime RCMO ne fait l'objet d'une révision de prix, au sens des articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique. Seules sont admises :

- les régularisations définies ci-dessus,
- et les variations résultant d'un avenant conclu en cas de modification du risque.

9.2.6 Renonciation à la règle proportionnelle

Conformément au CCTP, l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle prévue à l'article L.121-5 du Code des assurances, dès lors que le maître d'ouvrage transmet le montant définitif de l'opération dans les délais contractuels.

8.3. Montant, assiette et modalités de paiement de la prime Dommages -Ouvrages (DO)

La prime afférente à l'assurance Dommages-Ouvrage (DO), incluant la garantie obligatoire et les garanties complémentaires prévues au CCTP, est déterminée conformément aux modalités précisées au CCTP DO et aux montants déclarés à l'Acte d'Engagement.

La prime est déterminée selon un taux provisionnel exprimé en pourcentage H.T. et T.T.C., appliqué au montant total estimatif T.T.C. des travaux et honoraires.

Le cas échéant, un taux d'ajustement est appliqué au décompte définitif T.T.C. des travaux et honoraires, sans pouvoir excéder le taux provisionnel proposé par le titulaire.

Le montant total de la prime H.T. et T.T.C. doit être indiqué distinctement dans l'acte d'engagement.

Article 9 : Avance

Sans objet.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1. Echéancier

Les primes dont le montant est défini dans l'acte d'engagement propre à chaque lot pourront faire l'objet d'un règlement échelonné, selon les modalités prévues par le CCTP de chaque lot.

10.2. Demande de paiement

9.2.1. Contenu de la demande de paiement

Les demandes de paiement (factures) sont établies et remises par le titulaire au mandataire du maître d'ouvrage (COMUE Lyon Saint-Etienne) conformément aux prescriptions légales et aux dispositions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Elles sont datées, établies en un original, et comportent notamment les indications suivantes :

- les références du marché,
- la désignation du débiteur (COMUE Lyon Saint-Etienne),
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement,
- le cas échéant, le n° du bon de commande ou de l'ordre de service concerné par la facturation,
- la nature et la date d'exécution des prestations facturées,
- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations exécutées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement doivent reprendre les mentions suivantes :

COMUE Lyon Saint-Etienne
92 Rue Pasteur
CS 30122

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement les références du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

9.2.2. Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement (facture) intervient après l'admission des prestations concernées. Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. La demande de paiement établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

En complément du C.C.A.G.-FCS, il pourra être demandé au titulaire, en cours d'exécution du marché, d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des factures, décomptes et demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer.

Cette plate-forme notifie au titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

10.3. Mode de règlement

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la COMUE Lyon Saint-Etienne, sauf désaccord du service gestionnaire.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

Les primes du contrat devront être payées selon les règlements administratifs en vigueur. Les assureurs renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier leurs contrats si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives de paiement (y compris vote des dépenses).

10.4. Répartition des paiements

9.4.1 Cotraitance

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

9.4.2 Sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Pour rappel, le sous-traitant bénéficie d'un droit au paiement direct pour toute prestation dont le montant est supérieur à 600 € TTC.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant dépose sa demande de paiement au format PDF sur la plateforme : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire, ou, à défaut, à l'expiration du délai de 15 jours si, pendant ce délai, aucun accord ni refus n'a été notifié par le titulaire.

Par ailleurs, l'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

Article 11 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des délais de transmission des attestations d'assurance requis, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par attestation manquante.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non-respect d'un délai d'exécution, la ComUE Lyon Saint-Etienne exigera, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière de 100€ par manquement constaté.

Pour chaque manquement de l'assureur à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), la ComUE Lyon Saint-Etienne exigera, après mise en demeure de l'assureur restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 100€.

Article 12 : Lutte contre le travail dissimulé

En application du code du travail, il sera appliqué le dispositif suivant :

Avant la signature du contrat :

L'acheteur public sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

En cours d'exécution du contrat :

- 1 L'acheteur demande au titulaire du marché, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, la ComUE Lyon Saint-Etienne le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, la ComUE Lyon Saint-Etienne peut :

- a) Appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites suivantes :
- Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- b) Résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 13 : Assurances

L'assureur doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-F.C.S., avant attribution du marché, l'attributaire doit justifier auprès du représentant du Pouvoir adjudicateur, qu'il est assureur de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent au présent marché.

Article 15 : Protection de l'environnement

Les prescriptions de l'article 7 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent au présent marché.

Article 16 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C. S s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article 17 : Résiliation du marché

Quelle que soit la cause de la résiliation du marché, aucune indemnité ne sera versée au titulaire, sauf dans les cas prévus par le CCAG-FCS.

Le titulaire (assureur) dispose d'un délai de six (6) mois avant la date de fin de la période en cours pour signifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa volonté de mettre fin au contrat. Ce préavis doit permettre au pouvoir adjudicateur de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger la poursuite du contrat pendant la durée strictement nécessaire à la passation du nouveau marché, sans pouvoir excéder douze (12) mois.

Sous réserve des dispositions précédentes, les articles 38 à 45 du C.C.A.G.-F.C.S. sont applicables.

Par ailleurs, en raison de la nature assurantielle du marché, les lots peuvent faire l'objet d'une résiliation anticipée, indépendante de la date d'échéance, dans les seuls cas suivants :

17.1. Résiliation à l'initiative du titulaire (assureur) :

- En cas de non-paiement des sommes dues à l'assureur dans les conditions prévues à l'article L113-3 du Code des assurances et selon les règles du Code de la commande publique. L'assureur renonce cependant à suspendre les garanties ou à résilier le lot concerné si le retard de paiement est dû à l'exécution des formalités administratives auxquelles l'assuré est astreint;
- En cas de déclaration inexacte du risque par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article L.113-9 du Code des assurances, après mise en demeure et sous réserve du respect des dispositions du Code de la commande publique.

17.2. Résiliation à l'initiative du pouvoir adjudicateur (assuré) :

- En cas de modification substantielle des conditions du marché, rendant impossible ou anormale l'exécution des prestations.
- En cas d'abandon définitif du projet par le maître d'ouvrage, quel qu'en soit le motif.

Article 18 : Règlement des différends

Avant tout recours devant la juridiction administrative compétente, le pouvoir adjudicateur privilégiera la voie du règlement amiable des différends pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En cas d'échec de cette tentative de règlement amiable, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

À défaut d'accord entre les parties, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon, seul compétent pour en connaître.

Article 19 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles CCAP	Articles CCAG FCS
Article 3	Article 4.1
Article 11	Articles 14.1.1 et 14.1.3
Article 13	Article 9